

OMPI



ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
GENÈVE

WIPO/ACE/1/6
ORIGINAL: anglais
DATE: 6 juin 2003

F

COMITE CONSULTATIFS URL'APPLICATION DES DROITS

Première session
Genève, 11 – 13 juin 2003

ADMISSION D'UNE ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE

Document établi par le Secrétariat

1. Conformément aux articles 7 et 8 des Règles générales de procédure de l'OMPI et aux procédures et pratiques prévues au paragraphe 11 (*Membres et observateurs*) du document WO/GA/28/4 intitulé "Questions concernant le statut du ou des comités consultatifs de la sanction des droits", approuvées par l'Assemblée générale de l'OMPI en septembre 2002 (voir les paragraphes 114.iii) et 120 du document WO/GA/28/7), le Comité consultatif sur l'application des droits, dans un souci de cohérence, invité à sa première session tous les États membres de l'OMPI, de l'Union de Paris ou de l'Union de Berne et, en qualité d'observateurs, les États membres de l'ONU qui ne sont pas membres de l'OMPI, ni de l'Union de Paris ni de l'Union de Berne, ainsi que certaines organisations intergouvernementales ou non gouvernementales ayant le statut d'observateur auprès de l'OMPI. En outre, certaines organisations intergouvernementales et non gouvernementales ont été invitées en qualité d'observatrices ad hoc (voir le paragraphe 7 du document WIPO/ACE/1/2). Ces dernières organisations avaient déjà été invitées à participer aux réunions du Comité consultatif sur la sanction des droits de propriété industrielle (ACE/IP), du Comité consultatif sur la gestion et la sanction du droit d'auteur et des droits connexes dans le cadre des réseaux mondiaux d'information (ACMEC) et de la Réunion de consultation sur la sanction des droits.

2. Une organisation non gouvernementale supplémentaire, la Civil Society Coalition, qui n'a pris part à aucune des réunions précédentes mentionnées au paragraphe 1, a demandé au Secrétariat par une lettre datée du 4 juin 2003 à être admise à participer en qualité d'observatrice ad hoc à la première session et aux sessions futures du Comité consultatif sur l'application des droits. Les renseignements concernant cette organisation, qui nous ont été communiqués par l'organisation elle-même, figurent à l'annexe du présent document.

3. Le Comité consultatif sur l'application des droits est invité à se prononcer sur la participation à la réunion, en qualité d'observatrice ad hoc, de l'organisation non gouvernementale mentionnée dans le présent document.

[Les annexes suivent]

ANNEXE I

DOCUMENT PRÉSENTÉ PAR LA CIVIL SOCIETY COALITION
EN VUE DE SON ADMISSION EN TANT QU'OBSERVATRICE AD HOC
AU COMITÉ CONSULTATIF DE L'OMPI SUR L'APPLICATION DES DROITS

Traduction d'une lettre datée du 4 juin 2003

adressée par : Manon Ress

à : Mme Rita Hayes, OMPI

Objet : demande de la Civil Society Coalition (CSC) en vue de bénéficier du statut d'observateur ad hoc lors de la première session du Comité consultatif sur l'application des droits du 11 au 13 juin

La Civil Society Coalition demande par la présente à bénéficier du statut d'observateur ad hoc pour participer aux réunions du Comité consultatif sur l'application des droits et à être représentée à la première session qui se tiendra du 11 au 13 juin 2003, à l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle à Genève (Suisse). Créée en juillet 2001, la Civil Society Coalition est un réseau international regroupant des organisations et des individus dont le but est de promouvoir une participation plus importante des citoyens et de la société civile aux instances des organes qui occupent du commerce mondial et de l'établissement de normes.

Le Comité directeur initial de la Civil Society Coalition est constitué des personnes suivantes :

Khalil Elouardighi, Paris Act Up
Robert Weissman, Essential Action
Mark Harrington, Treatment Action Group
James Love, Consumer Project on Technology
Paul Davis, Health Gap

En mai 2003, la Civil Society Coalition avait pour membres :

- * Accion Internacional para la Salud Bolivia (AIS/HAI) (Bolivie)
- * Act Up/East Bay, Oakland, Californie (États-Unis d'Amérique)
- * Act Up Paris (France)
- * Act Up Philadelphia (États-Unis d'Amérique)
- * Africa - Europe Faith and Justice Network (AEFJN)
- * AIDS INDIA Forum
- * Consumers International Asia Pacific Office (Malaisie)
- * Consumer Project on Technology (États-Unis d'Amérique)
- * Digital Future Coalition (États-Unis d'Amérique)
- * Drug Study Group (Thaïlande)

- *EducActions(Cameroun)
- *EssentialAction(États -Unisd'Amérique)
- *FocalPointAFRI -TanenAfriquecentrale
- *FreeSoftwareFoundation
- *GlobalNetworkforPeop leLivingwithHIV/AIDS
- *Healthgap(États -Unisd'Amérique)
- *HumanCooperationCentreinBangladesh(HCCB)(Bangladesh)
- *INTERSECT
- *InternationalCenterforTechnologyAssessment
- *NationalWorkingGrouponPatentLawsandtheCenterforStudyofGloba ITrade
SystemandDevelopment
- *TechnologyAidCenter(Afriquedusud)
- *TreatmentActionGroup(États -Unisd'Amérique)
- *VOICE(Irlande)

(Ontrouveradavantage derenseignements sur le comité directeurs sur les membres à l'adresse suivante : www.civilsocietycoalition.org)

Ces groupes sont actifs dans un certain nombre de questions liées à la propriété intellectuelle, notamment celles qui ont trait à la santé publique et au commerce électronique. Plusieurs membres de ces groupes ont participé à divers forums de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) et à d'autres réunions internationales dans le passé. Par exemple, la Civil Society Coalition (CSC) a participé à la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Doha du 9 au 13 novembre 2001 (voir copie du fax d'invitation ci-joint). Certains de nos membres sont intéressés aux questions liées aux brevets, d'autres au droit d'auteur et aux droits connexes ainsi qu'aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore.

Pour cette réunion du Comité consultatif sur l'application des droits, la Civil Society Coalition souhaiterait être représentée par Jamie King et Manon Ress.

Jamie King
CSC Fellow
71 Downham Road
Londres, N15 5AS, UK
Tél. : 44 7931 53771 7
Mél. : jamie@jamie.com

Manon Anne Ress
CSC Secretariat
Boîte postale 19367, Washington, DC 20036
Tél. : 1.202.387.8030
Tlcp. : 1.202.234.5176
Mél. : manon.ress@cptech.org
www.civilsocietycoalition.org

Veillez me contacter pour tout renseignement complémentaire.

Veillez agréer,...

ManonRess
CivilSocietyCoalition,Secrétariat
Manon.Ress@cptech.org
Boîtepostale19367
Washington,DC,20036
Tél.:1.202.387.8030,tlcp.:1.202.234.5176

[L'annexeII suit]

ANNEXE II

Traduction d'une lettre datée du 11 janvier 2002

adressée par : le directeur général de l'OMC M. Mike Moore

à : Manon Röss, Civil Society Coalition

Chère collègue,

Je vous écris pour vous remercier de l'intérêt que vous avez porté à la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Doha (Qatar) du 9 au 14 novembre 2001. J'aimerais également vous remercier pour votre contribution positive à cette conférence.

Des progrès importants ont été réalisés à Doha et je me félicite d'un nouveau mandat de négociation qui ont donné le ministre à l'OMC. Je suis particulièrement heureux de l'orientation qu'ils ont adoptée sur de nombreuses questions qui nous préoccupent tous comme le développement, l'accès aux médicaments et l'environnement. Le programme de Doha pour le développement exige qu'un ensemble de négociations ambitieuses soit achevé dans les trois ans. Ces délais sont courts mais il est possible de les respecter si les membres et le secrétariat de l'OMC se mettent au travail immédiatement.

J'ai le plaisir de vous informer que le processus engagé se poursuit. Les membres de l'OMC ont déjà choisi le Mexique comme lieu de la prochaine réunion ministérielle. Cela signifie que nos hôtes peuvent commencer leurs préparatifs très en avance. Les membres ont également approuvé une augmentation importante du budget de l'OMC qui nous permettra d'accroître les dépenses d'assistance technique d'environ 80% en 2002. Le Secrétariat sera ainsi à même de fournir une assistance accrue à ses membres. C'est pourquoi, les membres examineront également les mécanismes proposés pour faire avancer les négociations de fond. Au sein du Secrétariat, j'ai modifié la répartition de nos ressources de façon à mieux tenir compte des priorités du programme de Doha pour le développement. J'ai également lancé des initiatives visant à générer des gains d'efficacité et des économies. Le message informel de vœux de Nouvel An qui est joint à la présente donne davantage de détails sur les activités entreprises par l'OMC depuis Doha.

Au cours de l'année 2001, nous avons appris beaucoup de choses. Le succès de Doha est dû à un processus de préparation transparent et exhaustif. Les membres ont décidé de maintenir ces principes pour nos travaux futurs. Nous devons faire en sorte que tous nos membres, petits ou grands, riches ou pauvres, bénéficient de tout l'aide et de toutes les facilités pour prendre pleinement part à nos travaux.

Jepensequenousdevonségalelementcontinueràexplorerlesmoyensd'améliornos relationsaveclasociété civile.Àcetégard,jeprévoispourlafindumoisd'avrildecette annéeunimportantcolloquequiporterasurlespréoccupationsexpriméesàDohaparcertains membresquantànosrelationsavec lepublic.Nousavonsdjàreçudessuggestionsutiles pourleprogramme de ce colloque et toutes les idées que vous voudrez bien proposeront les bienvenues.

Une fois encore, je vous remercie de votre intérêt pour la Conférence de Doha et je vous souhaite beaucoup de succès pour cette nouvelle année.

Veillez agréer,....

Mike Moore

[Fin de l'annexe II et du document]